

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DU CALVADOS — 3e CIRCONSCRIPTION

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Au bord de la **violence et de la guerre civile** où tentait de nous entraîner une fraction irresponsable du pays, à la veille d'une prise **illégale** du pouvoir par ceux qui préparaient aveuglément le chemin du parti communiste, il a fallu **l'autorité du Chef de l'Etat** ainsi que le sursaut du plus grand nombre pour sauver, avec nos libertés, le travail de toute une génération.

Depuis 14 mois, mon attitude, comme celle des Républicains Indépendants a été déterminée par deux considérations :

— lorsque le pays traverse une période de vie politique normale, réclamer **le dialogue et la participation aux décisions;**

— lorsqu'au contraire, la Nation vit des heures difficiles et dangereuses, **rester fidèle aux Institutions** et à celui qui en est le garant, le Président de la République.

C'est ainsi qu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, par mes articles dans la presse, avec Valéry Giscard d'Estaing, je n'ai cessé de demander :

- la discussion des **Ordonnances** devant le Parlement,
- l'**amnistie générale,**
- une véritable décentralisation de la **Région,**
- le relèvement du niveau de vie des **agriculteurs.**

Au moment où certains tentaient de prendre le pouvoir par la rue, les Républicains Indépendants, tous ensemble, et de façon exemplaire, ont soutenu la légalité pour dire : **non à l'anarchie !**

Nous sortons d'une crise nationale : la France est presque toujours mal sortie de ses crises.

QUE FAIRE POUR REMETTRE LE PAYS EN MARCHE ?
QUE FAIRE POUR QUE CELA NE RECOMMENCE PAS ?

A ces questions, trois réponses :

Des réformes — une orientation économique — un choix politique

DES RÉFORMES

Dès le mois de Juillet, pour que les décisions soient prises immédiatement, les Républicains Indépendants demanderont des **débats au Parlement sur :**

— La ratification des **ORDONNANCES**

- afin d'améliorer le sort des plus **défavorisés**
- d'accélérer les mesures pour les **créations d'emplois**
- de diminuer autant que faire se pourra le **coût de la santé** pour les budgets familiaux.

— La réforme de l'**UNIVERSITE ET DES ETUDES**

- une Université **autonome**
- une refonte des études et des examens appelant d'étroits **contacts enseignants-étudiants,** écartant l'anomalie des professeurs non-résidents
- une large et complète **participation** des étudiants aux organismes qui fixent les programmes, la gestion administrative, les méthodes
- une articulation **emploi-Université,** par l'information sur les débouchés, par une prospection systématique des entreprises au cours des années terminales
- enfin, au niveau de la Région : l'association des étudiants pour leur préparation aux **responsabilités** économiques et politiques.

Dans cinq ans, la moitié des Français aura moins de 35 ans : il est temps de préparer la relève.

— L'indépendance de l'**INFORMATION**

Elle passe par la révision du statut de l'O.R.T.F. et par des mesures qui assurent la pluralité de la presse.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

UNE ORIENTATION ÉCONOMIQUE

- Pour sauvegarder le **pouvoir d'achat** des salariés et du revenu de chacun,
- Pour protéger le niveau de vie des **agriculteurs,**
- Pour créer des **emplois** nouveaux,

l'accent doit être mis sur la **DEFENSE DES PRIX** et de la **MONNAIE** dans l'**EXPANSION.**

Nous proposons dès à présent :

— Un **PLAN INTERIMAIRE DE 4 ANS,** de 1969 à 1972, qui aurait pour objectifs de :

— redéfinir les **priorités** nationales,
— adapter les **entreprises** à la compétition internationale,
— assurer humainement les **mutations agricoles,**
— créer des **emplois** nouveaux.

Parmi les mesures qui doivent être prises immédiatement :

— des **crédits spéciaux** pour les petites et moyennes entreprises et pour les entreprises à bas salaires,
— des **aides à l'agriculture** pour diminuer les charges qui pèsent sur elle,
— des **délais** pour le paiement des impôts,
— pour nos **entreprises :** — des réductions temporaires des taux de cotisations sociales,
— des garanties à l'export.

En même temps nous préconisons :

— un grand **emprunt d'Etat** redistribué à **l'équipement et au logement social,**
— un encouragement aux **Caisses d'Epargne.**

Après la pause forcée de 1968, nous devons rechercher une expansion accélérée, prévoyant un taux de croissance moyen de 7 %.

UN CHOIX POLITIQUE

Ce choix implique une notion de durabilité.

Les hommes politiques doivent tirer la leçon des événements : nous ne pouvons pas laisser **la moitié des Français gouverner le pays contre l'autre.**

Nous voulons une **MAJORITE ELARGIE** à tous les **hommes de progrès** qui refusent le pouvoir totalitaire, qui veulent assurer la stabilité des Institutions.

Cette majorité doit être élargie non seulement par le nombre mais dans son éventail. Elle doit appliquer une politique concertée qui soit **l'expression de la volonté d'une vaste majorité des Français.**

A l'intérieur de cette majorité, les Républicains Indépendants et les hommes de progrès dont les tendances sont proches des leurs, constitueront **l'aile libérale** indispensable à la Nation.

Du rapport des forces, équilibré à l'intérieur de cette majorité, dépendra le **succès d'une politique** qui réponde à la volonté d'une **France rénovée.**

POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

POUR LES RÉFORMES

POUR LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

Michel d'ORNANO

député sortant

Républicain Indépendant

Ve République

Suppléant :

Jacques RICHOMME

Maire de TROARN

Caen - IMP. OZANNE & Cie

Sciences Po / fonds CEVIPOF